



AGROBIOSCIENCES

CHRONIQUES INRA 2020

12 SEPTEMBRE 2002

LYON, LES OMBRES ET LES LUMIÈRES DE RHÔNE-ALPES

rédigé par Jean-Claude Flamant

Edité par la Mission Agrobiosciences. La Mission Agrobiosciences est financée dans le cadre du contrat de plan Etat-Région par le Conseil Régional Midi-Pyrénées et le Ministère de l'Agriculture, de la Pêche, de l'Alimentation et des Affaires rurales.

Renseignements: 05 62 88 14 50 (Mission Agrobiosciences)

Retrouvez nos autres publications sur notre site : <http://www.agrobiosciences.org>



La démarche de prospective « INRA 2020 »

Entre septembre 2001 et avril 2003, Bertrand Hervieu, Président de l'INRA a conduit une série de débats dans les régions afin d'identifier les grandes questions qui entourent l'avenir de la recherche agronomique, débats auxquels ont participé une grande diversité de partenaires de l'INRA ainsi que le personnel de l'Institut.

Les « Chroniques » rédigées à cette occasion par Jean-Claude Flamant (Mission Agrobiosciences), sous sa responsabilité, plantent le décor, l'ambiance et l'état d'esprit de ces débats, en restituent la substance et formulent les premières analyses prospectives. On y sonde les liens entre les orientations de l'Institut et les enjeux majeurs de l'agriculture, de l'alimentation et de l'environnement. On y discute de la place des Régions à l'échelle de l'Europe en partenariat avec les grands organismes de recherche et les Universités. On y entend les préoccupations des chercheurs, les jeunes comme les seniors, sur la démarche, les difficultés et les passions du métier de chercheur.

Alors que le futur de la recherche scientifique - son financement, son organisation, ses orientations – est actuellement discuté à l'échelle nationale, ces « Chroniques » témoignent d'une attitude soucieuse d'éclairer ce que pourrait être à l'horizon de vingt ans la fonction de la recherche scientifique dans la société et sa place dans les territoires.

Le Rapport de prospective publié par l'INRA (« *INRA 2020 – Alimentation, Agriculture, Environnement : une prospective pour la recherche* »). comprend trois Parties.

- la Première Partie (« *Au risque du débat : paroles d'acteurs* ») met en scène dans un débat en Cinq Actes les matériaux des « Chroniques » ainsi que le contenu de dix rencontres internes mobilisant le personnel de l'INRA
- la Deuxième Partie (« *Des Scénarios pour l'INRA à l'horizon 2020* ») a été réalisée dans le cadre d'un groupe de travail sous la direction d'Hugues de Jouvenel (Futuribles International). Les éléments ayant servi à l'élaboration de ces Scénarios a fait l'objet d'une publication spécifique dans la Série « Travaux et Recherches en Prospective », coéditée par l'INRA et Futuribles International (n°19, janvier 2004), 259 pages, 20€ Commande sur www.futuribles.com
- dans la Troisième Partie (« *Enseignements, convictions et ambition : de la prospective à la stratégie* »), Bertrand Hervieu formule les enseignements à tirer de ces éclairages sur les futurs possibles et en déduit « un projet et une ambition pour la recherche agronomique publique ».

Les trois Parties du Rapport sont téléchargeables sur le site Web de l'INRA : voir www.inra.fr actualités)

Liste des Chroniques des débats « INRA 2020 »

Angers : « *Des voix pour une agriculture durable* » (7 septembre 2001)
Antibes : « *Les roses et leurs épines* » (11 octobre 2002)
Bordeaux : « *Les grands chantiers* » (22 novembre 2002)
Clermont-Ferrand - Theix : « *Le futur prend la parole* » (8 mars 2002)
Corte et San Giuliano : « *Les couleurs vives de la Corse* » (18 février 2003)
Dijon : « *A la recherche du Centre perdu* » (27 septembre 2002)
Lille Mons : « *Y-a-t-il encore un INRA au bout du champ ?* » (13 décembre 2002)
Lyon : « *Les ombres et les lumières de Rhône-Alpes* » (12 septembre 2002)
Montpellier : « *Où est l'INRA ?* » (26 octobre 2001)
Nancy : « *A la recherche du futur dans la forêt lorraine* » (29 mars 2002)
Nantes : « *Le doute des bio polymères* » (13 mars 2002)
Orléans : « *Ville tranquille, recherche rassurante* » (12 octobre 2001)
Paris : « *En appui à tous les Inras de demain !* » (16 janvier 2003)
Rennes : « *Les 24 heures de Rennes* » (12 mars 2003)
Toulouse : « *Voir en rose les futurs de l'INRA* » (14 novembre 2003)
Tours Nouzilly : « *En écoute de la société* » (14 mai 2003)
Versailles : « *Dans le potager du Roi* » (6 décembre 2002)

Lyon

« *Les ombres et les lumières de Rhône-Alpes* »

12 septembre 2002

Trois images éclairantes

Une attitude d'approche de l'objet « Centre INRA » et des débats qui vont s'y tenir... pour essayer de bien m'imprégner de l'ambiance singulière des lieux, des hommes et de leur histoire... C'est ma disposition d'esprit à la veille des débats INRA 2020, ou même seulement quelques heures avant : que puis-je dire a priori de l'INRA, de la région et de la ville où les débats et les rencontres vont se dérouler ? En fait ce matin, ce n'est pas un Centre de l'INRA qui nous reçoit... pour la très bonne raison qu'il n'existe pas ! Daniel Courtot constitue à lui seul l'INRA en Rhône-Alpes en tant que Délégué Régional. Dans cette région, l'INRA n'est pas absent comme en Limousin, ou dans les « Normandie », il s'en faut de beaucoup. Mais ici, chaque Unité de Recherche qui relève de l'autorité scientifique d'un Département, est également rattaché administrativement de Centres différents : Dijon, Clermont-Ferrand-Theix, Avignon, c'est selon ! Pendant longtemps, l'adresse administrative de l'INRA en Rhône-Alpes a été à Clermont-Ferrand, comme le souligne Daniel Courtot dans sa note préliminaire. Et même dans les statistiques de l'INRA par région, Rhône-Alpes n'existe pas !

Je feuillette les documents que Daniel Courtot m'a transmis afin d'alimenter mon imprégnation préliminaire. J'ai fait une sélection parmi le gros volume de papiers que j'ai reçu (je n'allais pas emmener tout ça dans mon sac !). Allons-y !

Tout d'abord, un document sur « Lyon et les fleuves » préparé par la Communauté Urbaine du Grand Lyon dans le cadre de ses travaux de prospective : ou comment retrouver les sources de l'identité lyonnaise autour de la « confluence » ? Un travail à la fois documenté et littéraire qui me fait évoquer le récit de Paul Morand de son voyage sur le Rhône en hydroglisseur de Lyon à Aix-les-Bains entre les deux guerres¹, voyage évidemment impossible maintenant avec la construction du barrage de Génissiat et d'autres ouvrages et canaux qui ont totalement bouleversé cette portion du fleuve en amont de Lyon !

Une autre image, celui du tourisme en Rhône-Alpes, la deuxième région touristique de France après PACA : dans cette brochure accrocheuse, ce sont « les couleurs de Rhône-Alpes » qui sont vantées ! Une image séductrice pour les touristes amoureux de la montagne, en hiver comme en été, mais aussi certainement une dimension à ne pas oublier dans une prospective de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de l'environnement.

J'y ajoute ma propre perception de Lyon, celle d'une métropole qui a engagé depuis 5-6 ans des travaux originaux de prospective, conduit depuis 5-6 ans dans le cadre de la Communauté Urbaine du Grand Lyon (« Grand Lyon Millénaire 3») sous l'impulsion de Raymond Barre. Ils s'accompagnent d'une large mobilisation de la population avec des formes d'animation de débats publics ouverts dans les quartiers : un modèle dont les Conseils de développement des agglomérations, récemment constitués, pourraient s'inspirer, notamment à Toulouse !

Accueil par Daniel Courtot à la descente du TGV en gare de Lyon-Perrache. Direction le Conseil Economique et Social Régional de Rhône-Alpes, sur le « campus régional », un ensemble de

¹ Paul Morand, 1929. « *Le Rhône en hydroglisseur ou un Mississippi dans crocodiles* ». In Paul Morand « Voyages ». Collection Bouquins, Robert Laffont, 2001.

bâtiments de construction récente (mais d'allure traditionnelle) qui abritent le siège des 2 assemblées régionales, ainsi que les divers services. Un parc boisé, à l'écart de la ville centre, au flanc des Monts du Lyonnais. Daniel Courtot, qui est depuis peu devenu Président de la Commission Recherche dudit Conseil, nous reçoit dans le bâtiment qui héberge cette institution.

Ce matin le sujet de la rencontre et du débat, c'est la science. L'après-midi sera consacrée à l'agriculture. Entre les deux, un déjeuner est prévu, avec la Présidente du Conseil Régional, Anne-Marie Comparini. Le déroulement préparé par Daniel Courtot est d'allure « classique mais robuste ».

« Monsieur le Président » a réservé à notre intention, au deuxième étage, l'une des salles où se réunissent les Commissions, une salle de réunion « standard » équipée sobrement d'un rectangle de tables - plateaux gris perlé et pieds métalliques bruns – posées sur une moquette mouchetée crème et bordaux... L'éclairage tombe du plafond par de grandes plaques de lumière. La luminosité est un peu « grise » d'autant que le ciel d'été est étonnant sombre au dehors. Une seule ouverture vitrée, au fond de la salle, là où je m'installe pour avoir la vue la plus complète des intervenants. Café, jus de fruit et viennoiseries... Des micros sur les tables, avec des fils qui courent un peu partout.

Les invités de Daniel Courtot et de Bertrand Hervieu sont déjà presque tous arrivés... On peut démarrer.

Le matin de la science

10h10. Tour de table pour présenter les personnalités « académiques » : au total, avec les « INRA » venus de Paris avec Bertrand Hervieu et les « DU » de Rhône-Alpes, cela fait presque une cinquantaine de personnes. La salle de réunion est pleine, et même certains ont dû s'asseoir en un deuxième rang. Je note qu'il y a peu de femmes, sauf Véronique (au titre de la délégation régionale CNRS) et quelques jeunes collègues, directrices d'Unités de l'INRA.

10h20. Le discours de Bertrand Hervieu, pour ce débat au retour des vacances est bien rodé, solide, structuré, argumenté. C'est parti pour 45 minutes !

Un coup de chapeau d'abord à Daniel Courtot « *qui nous accueille dans des lieux appropriés pour les échanges* ». (Le CESR c'est par excellence le lieu des débats entre les différents types d'acteurs de la « société civile »).

Bertrand Hervieu annonce les titres : « *la stratégie de l'INRA 2001-2004 qui s'accomplit dans le cadre d'une stratégie de partenariat* » ; puis la réflexion prospective « INRA 2020 » qui implique que l'on s'interroge aussi sur « *les grandes ruptures et les grandes inflexions* ». Car, « *il faut se préparer à une culture du changement et de l'innovation* ». Et ceci pour introduire la fresque des « *trois phases de l'histoire de l'INRA* » :

« La première phase, avec sa création en 1946, est la phase de son investissement sur la transformation nécessaire de son agriculture....

A partir des années 70, le succès de la politique agricole a été tel qu'il faut se préoccuper des technologies de la transformation. Puis à partir des années 90 arrive la phase de biologie moléculaire, mais avec de nouvelles préoccupations concernant l'environnement et la nutrition et la santé...

D'où les trois pôles aujourd'hui du tripode de l'INRA : agriculture, nutrition-santé, environnement-territoire. »

Suit un développement sur l'INRA dans sa troisième phase de son histoire, illustré par « le tripode qui constitue les 3 Pôles empiriques de l'INRA », suivi par « les 5 grandes priorités », puis « les 7 partenariats ». (Autrement dit un « 3.5.7. » à ne pas confondre avec le « 3.5.8. » de la réforme universitaire).

Bertrand Hervieu est en grande forme, au retour du Sommet de Johannesburg.

De cet exposé préliminaire, quelques morceaux choisis, tout particulièrement sur le thème du partenariat :

« *Ne pas se parler seulement à nous-mêmes !* »
« *Se mettre en situation de métissage scientifique* »
« *Les Ecoles Doctorales : être là où émergent les nouveaux talents* »

« *L'enjeu de la construction de l'espace européen : l'autonomie de l'accès aux ressources génétiques* »
« *Ça commence par le verbe, ça se poursuit par les écrits, et ça se concrétise par les budgets... peut-être ! Il ne faut jamais désespérer !* »
« *Comprendre le lien entre la construction de l'espace européen de la recherche et les engagements et volontés à l'échelle des régions* »
« *Le partenariat avec les Régions est capital. Le débat avec les Régions et les collectivités, c'est celui par lequel se fait la remontée de l'analyse de l'opinion et la construction des priorités* »
« *Il faut construire la présence régionale de l'INRA dans une perspective européenne et non dans une optique régionalisante* »

10h50– « *C'est trop long ?* »

« *Avec le monde agricole, on n'est plus dans le schéma de la chaîne du progrès, mais sur le choix de domaines de recherche en amont* »

... Pour finir par un quart d'heure de considérations sur ce qui a déjà bougé depuis 20 ans à l'INRA et autour de l'INRA, pour souligner la pertinence de l'horizon « 2020 ».

« *Car en 20 ans, beaucoup de choses peuvent encore changer et il faut s'y préparer* »
« *Ce qui nous amène à regarder très loin et à vous interroger de très prêt !* »
(Applaudissements nourris pour saluer l'orateur)

Une invitation au débat !

En fait, après ces 45 minutes denses, ce n'est pas tant un débat qui s'amorce, qu'une succession de questions qui appellent de longues mises au point de Bertrand Hervieu, avec l'appui de Bernard Sauveur et Michel Dodet. Trois sujets principaux ; (1) la recherche dans les régions, (2) les disciplines scientifiques et l'intégration des connaissances, (3) les projets européens.

Questions et réponses

L'effort de recherche au niveau des régions

Tout d'abord trois interventions au sujet du financement de la recherche et du positionnement de l'INRA (et des EPST) au niveau international et par rapport aux Régions, qui vont appeler une intervention très riche de Bertrand Hervieu.

Daniel Blanc Brude (Président de la Commission Tourisme du CESR) s'interroge sur le niveau des moyens consacrés à la recherche en France :

« *Pour tendre vers l'objectif de 3% du PIB, il faudrait une croissance du budget de 7% par an !* »

Et il ajoute :

« *Ne faut-il pas aller vers une redéfinition du modèle français de la recherche ? L'INRA est-il en chemin ?* »

Maurice Pangaud (Vice-Président du CESR, Président du Groupe de travail « International et Enseignement Supérieur »)

« *Quelle est la politique de l'INRA en matière d'ouverture internationale ?* »

Gérard Geoffray (Président du CESR)

« *Et la décentralisation ? Les Régions s'intéressent de plus en plus aux questions de la recherche pour ses retombées économiques et sociales. Mais il y a des risques d'émiettement pour les grands organismes de recherche. Une solution ne serait-elle une contractualisation accentuée, assurant la cohérence nationale, la solidarité régionale, la construction européenne ?* »

Réponses de Bertrand Hervieu (morceaux choisis)

« *L'expérience des Contrats de Plan Etat Région est une expérience positive et heureuse, bénéfique et porteuse.* »

« *... Des élus qui n'ont pas une vision fermée de leur région... ce qui me rend très optimiste !* »

« *Il nous faut avoir ensemble une vision européenne pour avancer. Peut-on penser ensemble la place du potentiel de la recherche en Europe ?* »

« *L'enjeu, c'est comment on partage ensemble la compétitivité internationale du dispositif national de recherche et aussi la position européenne du potentiel régional* »

« *Mais il nous faut aussi converger entre les EPST afin d'avoir une vision au niveau national des grands pôles en région* »

« *Votre région est visible depuis Washington, mais l'INRA est également visible au niveau international : l'un des trois grands organismes mondiaux de recherche agronomique* »

« *Mon ambition pour l'INRA à l'horizon 2020... Que nous soyons avec vous et que vous nous renforciez ! Si je suis très fort, vous serez contents ! C'est forcément des additions d'ambitions !* »

« *Enfin, les jumelages entre collectivités d'Europe et des pays du sud peuvent contribuer à renforcer la capacité scientifique de ces pays : l'Afrique ne représente que 0,5% de la production scientifique du monde, c'est ce que nous avons vu à Johannesburg !* »

Bernard Sauveur complète

« *D'une part, les Régions sont intéressées par la contractualisation avec les EPST, mais chacune le raisonne différemment.*

« *D'autre part, les avancées se font par la contractualisation dans les régions, mais on en voit aussi les lourdeurs. Pourrait-on envisager des contractualisations bilatérales – INRA–Région – plus souples ?* »

... appuyé par Michel Dodet

« *A côté des mécanismes de contractualisation concernant la recherche dans les CPER, l'INRA investit aussi sur des questions directement liées au développement économique, notamment en Rhône-Alpes* »

Les disciplines et l'intégration des connaissances

Alain Storck (INSA Lyon) pointe, à l'écoute des priorités scientifiques de l'INRA, l'importance des sciences de l'environnement, ce qui suppose, souligne-t-il, « *l'approche interdisciplinaire et l'intégration des connaissances* », et pose le problème des recrutements « *là où l'on cherche à stimuler des interdisciplinarités, alors que les candidats sont des spécialistes* », et également celui de « *la coopération entre les EPST* ».

Domitien Debouzie (Président de l'Université CBL) poursuit sur cette question de la formation:

« *Comment réaliser le renouvellement? Comment avoir un apport de sang frais ?*

« *La solution ne serait-elle pas un système de partenariat dans lequel les chercheurs des EPST interviendraient dans la formation universitaire dès les Masters, et pas uniquement au niveau des DEA, afin d'attirer davantage de jeunes ?* »

Jean -Marcel Dorioz (INRA Thonon)

« Ne faudrait-il pas refonder l'agronomie ? L'innovation ne repose-t-elle pas aussi sur la synthèse, alors que dans nos labos, l'évaluation se fait sur la base de la spécialisation ? »

Bertrand Hervieu

« Oui la discipline est à la base de la démarche scientifique ! »
(mais qu'appelle-t-on une discipline scientifique ?)

« Mais quand construit-on la curiosité interdisciplinaire ? A 50 ans ? dans les équipes de recherche ? au moment de la thèse ? dans les Ecoles Doctorales ?... Je n'ai pas de réponse »

« L'évaluation... au finish, le pluridisciplinaire est toujours perdant ! On n'a pas été capable d'intégrer d'autres tâches dans l'évaluation ! »

L'atmosphère s'assouplit. Retour sur l'actualité de la recherche et ses procédures.

Michel Dodet, sollicité par Bertrand Hervieu qui laisse le débat s'enliser, fait le point sur les actions de l'INRA sur l'évaluation des ingénieurs (qui pourrait servir de modèle pour l'évaluation des chercheurs), l'interdisciplinarité, les jeunes et l'enseignement, la contractualisation avec les Conseils Régionaux...

A propos de la recherche et du développement économique, il souligne :

« En Europe, en fait, seuls les Anglais créent vraiment des entreprises à partir de la recherche, comme les Américains... Aujourd'hui les tentatives mettent en œuvre des modalités pratiques tels que les incubateurs et les fonds d'amorçage »

Les projets européens

Claude Feuerstein (Président Université Grenoble 1)

« Comment faire pour travailler tous ensemble pour monter des projets dans le cadre du 6ème PCRD, alors que seulement un projet sur 10 sera retenu? Il y a eu les manifestations d'intérêt. Une procédure excellente, mais les élus vont être très rares ! Comment faire avec les autres ? »

Les procédures du PCRD ! C'est un peu « hard », mais c'est un sujet qui mobilise dans le présent !

Bernard Sauveur

« L'INRA s'engage dans la construction de l'Espace Européen de la Recherche, mais pas uniquement par le PCRD, qui est une machine à décevoir ! »

Et Bernard Sauveur s'engage dans un exposé sur la méthode, où il décrit les différents types d'actions de la DG de l'INRA : faire en sorte que certains thèmes figurent « *quand même* » dans le PCRD (exemple l'étude des écosystèmes anthropisés), faire un travail de contact renouvelé avec la Commission... »

Tout ceci nous amène doucement vers l'heure du déjeuner...

Bernard Sauveur fait cependant une dernière tentative pour stimuler les énergies :

« Il nous faut monter ensemble des projets européens ! Et pour en faire aboutir quelques-uns, l'aide de l'INRA et du Ministère est acquise ! »

12h05.

Clôture par Daniel Courtot

Madame La Présidente reçoit !

L'orage menaçant depuis le début de la matinée a fini par éclater, et c'est sous une pluie drue que nous courons vers le bâtiment de réception, un édifice d'allure modeste, dans un creux de terrain du parc. Au bout d'un couloir quasi anonyme, une salle carrée toute jaune, murs et plafonds, voilages clairs. L'ambiance est lumineuse et même chaleureuse ! Champagne d'accueil, présentation des élus et directeurs du Conseil Régional. Nous nous installons autour d'une belle table carrée, grande nappe blanche et vaisselle choisie. Ce n'est pas tous les jours que le Président de l'INRA passe quelques heures au Conseil Régional de Rhône-Alpes !

On commence par échanger des chiffres pour faire connaissance et se mettre en bouche avant le sujet de débat proposé par Henri Montès, directeur de la recherche du Conseil Régional : « recherche scientifique et cancer »... Rhône-Alpes c'est 57 000 exploitations agricoles, et l'INRA au niveau national, environ 10 000 agents avec un budget de 3,5 milliards de francs, soient 173 millions d'Euros.

Daniel Courtot caractérise la présence de l'INRA en Rhône-Alpes par un engagement volontairement partenarial, d'où des présences très diversifiées dans les Universités et les Ecoles. Cela se traduit à Lyon par des unités de recherche « 100% UMR ».

L'INRA s'inscrit plus spécifiquement dans les « Sciences de la Vie », avec 200 agents titulaires, à mettre en rapport avec le CNRS, 250 agents, et l'INSERM, 400 à 450 agents : « *Donc, le CNRS a peu investi en Rhône-Alpes dans les Sciences de la Vie* ».

Il s'attire immédiatement la réplique du Directeur Général des Services du Conseil Régional :

« Comme vous l'INRA ! L'INRA est sous-représenté en Rhône-Alpes ! Dans cette région, nous avons une soif de chercheurs ! »

(C'est une région où le terme « soif » prend une connotation particulière avec, dit-on, la présence de trois fleuves : le Rhône, la Saône et le Beaujolais !)

Arrivée de la Présidente, Anne-Marie Comparini... petite, blonde, et toute habillée de rose, bracelets or, harmonisée au cadre qui semble avoir été composé autour d'elle pour elle. La pluie dehors continue à arroser fortement la terre lyonnaise, mais dans cette salle à manger, l'ambiance est lumineuse.

Bertrand Hervieu va direct au but de ses rencontres avec les Régions :

« La construction de l'espace européen de la recherche, c'est la préoccupation. Avec une triple polarité à organiser : les régions, le national, l'Europe... »

Et de proposer :

« Affiner la contractualisation avec les Régions sur des thématiques de niveau européen »

« C'est à cette condition et dans cet état d'esprit que nous gagnerons, vous et nous !

Car vous et nous, nous avons besoin de lisibilité à l'échelle européenne.

La difficulté pour nous, c'est qu'il s'agit de nous engager dans des localisations régionales qui ne nous dispersent pas ! »

Messages bien reçus par Anne-Marie Comparini ! Justement elle veut faire un parallèle avec la Défense Nationale qui était le sujet de son entretien le matin même avec le Général Renoux :

« C'est la même problématique ».

Mais elle souligne combien il serait judicieux que dans cette nécessaire identification des pôles, d'implantation régionale mais de rayonnement européen, les grands organismes de recherche se concertent entre eux :

« Nous avons besoin que vous nous éclairiez sur ce que sont les spécificités des régions au niveau de l'Europe. Par exemple, au hasard, peut-être faut-il investir en génomique en Midi-Pyrénées plutôt qu'en Rhône-Alpes ».

A ce stade, je suis vraiment obligé de protester de mon innocence auprès de Bertrand Hervieu : vraiment, je n'ai eu aucun contact préalable avec Anne-Marie Comparini, qui rit franchement en découvrant mon origine !

Bernard Sauveur rassure que cette concertation pour identifier les atouts communs en région, c'est justement ce que la Direction Générale de l'INRA engage avec les Directions du CNRS et de l'INSERM :

« Faire en sorte que le choix des sites des grandes plates-formes en Sciences du Vivant soit le résultat d'une concertation inter-organismes ».

Bertrand Hervieu :

« Vous pouvez nous aider dans la méthode »

Anne-Marie Comparini se sent en confiance avec nous, apparemment heureuse de pouvoir parler de stratégie scientifique :

« Dans ma famille politique, je ressens le besoin de vrais débats, avec sourire et avec franchise aussi ! La méthode scientifique, c'est un apport de fraîcheur ! Comment on construit bien la maison ? Il faut la rigueur scientifique ! »

Allons-y pour un débat sur la méthode ...c'est le fil conducteur de cette conversation !

Bertrand Hervieu :

« Mais peut-on faire la même chose avec chacune des 22 Régions ? »

Il évoque le Sommet de Johannesburg, d'où il revient, pour souligner « l'importance d'une présence globale de la recherche dans le monde : nos chercheurs ont aussi un rôle d'ambassadeurs ».

« Alors, ne peut-il en être de même pour les Régions à l'échelle de l'Europe ? »

« Et au-delà des Contrats de Plan Etat-Région, qui sont tout de même étriqués, nous pouvons ensemble construire une nouvelle étape avec vous pour construire l'Europe ! »

« Je milite pour la présence des Régions dans la formation intellectuelle de l'Union Européenne. Par exemple, un thésard de l'Université de Lyon devrait être aussi thésard de 3 villes universitaires d'Europe, dans le cadre d'Ecoles Doctorales Européennes, ce qui serait une manière de se construire comme chercheurs européens ! »

Anne-Marie Comparini l'interrompt :

« Mais la définition stratégique, c'est bien l'Etat ! Une stratégie avec un horizon européen, et une mise en musique qui est réalisée par une Région ou par une autre ! »

Avec ces interventions, le débat a été placé à une belle hauteur. Autour de la table, nous sommes comme les spectateurs de très jolis échanges de balles

Et Anne-Marie Comparini enchaîne sur le même registre, avec son sourire, sa voie grave et travaillée, le verbe choisi et le goût apparent pour le débat d'idées... La séduction !

Quelques phrases marquantes :

« Lyon peut être un nouveau modèle d'organisation et d'implantation pour l'INRA. »

« L'ambition de Rhône-Alpes est une ambition de niveau européen, avec des régions amies, des régions sœurs, que sont le Bade-Wurtemberg, la Lombardie et la Catalogne. »

« Pour construire la Génopole de Lyon, on voit bien ici que cela se fait par les liens entre les organismes nationaux »

« Ceci nous permet d'engager de vrais combats en Europe, pour l'Europe »

(Donc, ici aussi, en Rhône-Alpes, l'Europe est un combat ! Comme à Nantes et à Nancy !)

« C'est à vous de nous dire quel est le bon paquet pour quelle thématique ! »

*« C'est ça que j'appelle **la méthode** ! »*

Bertrand Hervieu est sous le charme :

« La vertu ne s'exerce que si elle est attendue ! »

(Et c'est de qui ?)

Le temps passe. On en oublierait l'excellent pavé de saumon que le chef a préparé dans la cuisine voisine.

Anne-Marie Comparini enchaîne sur la question agricole en s'appuyant sur ses Président et Directeur de l'Agriculture :

« *On vous sollicitera ! A propos des agriculteurs et de la politique agricole de la Région !* »

Pour Bertrand Hervieu, le plateau est passé fort à propos pour parler des ressources génétiques. Il enchaîne sur la question de la propriété intellectuelle, avec l'exemple du montage de Génoplante. Et argumente aussi sur la sensibilité du contribuable :

« *Et si le contribuable cesse de payer pour la recherche publique !* »

« *En fait, nous devons voir les collectivités comme lieu de réassurance de l'opinion : construire de façon mutualisée les acquis de la recherche, c'est la tâche des collectivités et aussi la nôtre !* »

Anne-Marie Comparini, attentive, a visiblement très bien suivi le raisonnement :

« *C'est ce qu'on appelle la démocratisation de la science* »

Cependant, Daniel Courtot me glisse un petit mot :

« *Question : Comment Henri Montès va revenir au cancer ?* »

C'est le sujet de ce déjeuner-débat... Ne l'oublions pas ! Il faut donc être attentif à la tournure que cette conversation, qui a des côtés mondains, va suivre !

Bertrand Hervieu poursuit justement sur une vision mondiale de l'Europe, où il est question de José Bové, de Sygenta, de Monsanto (« *Monsanto qui contrôle les patrons de la pampa et des ressources génétiques* ») :

« *Il nous faut garantir l'autonomie européenne à vingt ans en matière de ressources génétiques, pour construire un monde multipolaire !* »

Anne-Marie Comparini revient justement à la question de la Défense et à sa conversation ce matin avec le Général Renoux :

« *L'Irak n'a pas de missiles, mais l'image montre que les USA possèdent le monopole de la puissance !* »

(Et le cancer, ce sera pour le dessert ?)

Anne-Marie Comparini revient à la méthode :

« *Et pour aller plus vite dans le schéma Région INRA Europe, peut-on envisager une expérimentation régionale ?* »

(La stratégie politique, dont le savoir-faire et l'habileté sont démontrés, revient en force)

Daniel Courtot a saisi l'ouverture. C'est maintenant ou jamais que le sujet affiché sera abordé. Il faut ramener au plus vite la balle au centre : il ne peut pas procéder par tir au but direct ! Il s'agit de faire une passe habile à Henri Mondières pour qu'il monte enfin en première ligne.

Le premier mouvement s'opère cependant sur l'aile de la question agricole, qui est une des préoccupations majeures de la politique régionale :

« *Pourrions-nous envisager de travailler avec les Régions sœurs de Rhône-Alpes ? Par exemple sur le sujet sensible de l'impact sur l'agriculture des politiques européennes ? Supprimer l'agriculture peut signifier la suppression des paysages, et donc aboutir à moins de tourisme, une des premières activités économiques de Rhône-Alpes ! Sur un tel sujet, nous pourrions travailler la main dans la main, avec le concours des Universités, du CNRS, du CEMAGREF et même en mobilisant des cabinets privés !* »

(Daniel, tout cela me paraît tout à fait passionnant, mais le cancer ? Il est déjà 13 heures ! La fin de la partie va bientôt être sifflée !)

Anne-Marie Comparini, par surprise, reprend la balle de la tête, et c'est elle qui réalise le centre attendu !

« *Et sur le Pôle cancer, que fait l'INRA ?* »

Michel Dodet est envoyé en première ligne par Bertrand Hervieu mais, de façon inattendue, il détourne la balle vers la question de l'alimentation:

« Sur le thème alimentation, l'INRA a une stratégie très volontariste. Mais le thème « alimentation – santé » s'est monté à Jouy-en-Josas. Nous cherchons à ajuster la thématique et la géographie. Ainsi nous nous insérons dans le réseau des CNRH. Et Lyon en fera partie »

Bernard Sauveur précise. (Il a étudié son dossier) :

« Pour les recherches sur le diabète et l'insulo résistance, c'est le travail de Riou à Lyon ! »

Anne-Marie Comparini abandonne définitivement le but « cancer » et vise... le troisième pôle du tripode de l'INRA, l'environnement :

« Et les questions de l'environnement à l'horizon 2020 ? Les phénomènes se déroulent dans le long terme. Ainsi, dans l'eau de Badoit, on n'a pas encore détecté les traces de l'incidence d'Hiroshima, alors qu'on sait qu'il a aussi des couches à circulation rapide »

Michel Dodet

« Sur le thème santé-environnement, nous n'avons pas de programme d'envergure et coordonné. Mais l'Agence Française de Sécurité Sanitaire de l'Environnement se met en place, par rapport à laquelle l'INRA définira son positionnement ».

Daniel Courtot

« L'INRA participe au programme « Grands Lacs » sur plusieurs projets, qui associent l'Unité de Thonon avec le Polytechnicum de Lausanne »

Et comme pour conclure et pour résumer ce débat sur une note européenne, Bertrand Hervieu remercie Anne-Marie Comparini :

« La construction et la gestion de l'Espace Européen de la Recherche, c'est un vrai souci que nous devons avoir ensemble ! »

Retour au CESR à travers les allées détrempées, sous un ciel toujours gris !

* * * * *

Débat sur l'agriculture et le développement agricole

Intéressant de constater que malgré l'intérêt des recherches biologiques en Rhône-Alpes, tous organismes confondus, c'est finalement sur le thème de l'agriculture que Daniel Courtot a convié Bertrand Hervieu à débattre dans cette région. Qu'allons-nous apprendre de nouveau ici à Lyon, par rapport aux débats de ces derniers mois dans des Centres plus polarisés par les questions agricoles (par exemple Angers, Rennes, Clermont-Ferrand)

Autour de la table, dans la même salle de réunion à l'acoustique un peu sourde que ce matin, une belle brochette de présidents comme la profession agricole sait en produire. Une trentaine d'invités. Parmi eux, seuls quelques-uns vont se lancer à des commentaires ou à des questions. Pour tous, il s'agit d'une occasion exceptionnelle pour voir et entendre Bertrand Hervieu, cette fois-ci dans sa fonction de Président de l'INRA.

Démarrage par Bertrand Hervieu qui effectue un développement brillant sur les « trois étapes de l'INRA » en effectuant cette fois-ci un parallèle explicite avec l'évolution de l'agriculture et des industries agroalimentaires, pour instruire une question qu'il affirme comme un enjeu majeur :

« Comment construire un partenariat entre un institut de recherche comme l'INRA et un secteur économique comme l'agriculture ? »

« L'originalité de la création de l'INRA réside dans le fait qu'il s'agissait de construire un développement scientifique au service du développement agricole, à une époque au lendemain de la guerre où l'agriculture représentait 33% de la population active. »

« Le décret de 1966 sur le développement agricole a créé les éléments d'une chaîne du progrès. Le dispositif a été d'une efficacité redoutable, regardé par le monde entier, avec un organisme de recherche qui se place parmi les trois premiers au monde ! »

« Aujourd'hui doit s'engager une réflexion sur le dispositif de recherche formation développement... sur la question de la réarticulation... Car ce qui est nouveau, c'est que nous sommes passé d'une économie de l'offre à une économie de la demande et de la régulation. »

« Nous ne sommes plus dans la situation de la connaissance à l'application »

Et de citer les recherches sur les maladies à prions, sur la génomique végétale, sur Agenae, sur les dispositifs de la protection intellectuelle des organismes de recherche vis-à-vis de la puissance des multinationales...

« Il s'agit de discuter sur les orientations et pas sur les résultats. Nous avons besoin d'un débat en amont et non pas sur la chaîne du progrès. Vous ne pouvez pas attendre de l'INRA des applications en bout de champ. Ainsi les recherches sur les prions sont très loin de l'exploitation agricole, mais pourtant totalement liées à l'avenir de la filière animale »

Pour conclure :

« Quelles sont les questions sur le long terme pour la recherche publique ?

A vingt ans, à l'échelle européenne, un organisme de production de connaissances en appui à un secteur économique...

Mais quelle sera la puissance de l'agriculture européenne à vingt ans ? L'Union Européenne ne peut pas laisser seuls les USA sur le marché mondial !

L'enjeu majeur c'est la capacité ou non de l'Europe à détenir ses ressources génétiques... Une guerre scientifico-politique et économique

A vingt ans, les choses vont beaucoup bouger !

Je me prononce pour un mode ouvert et multipolaire ! »

Durant environ quatre-vingt-dix minutes, la conversation se déroule ensuite entre Bertrand Hervieu et ses interlocuteurs, de façon parfois un peu désordonnée. On passe d'un sujet à l'autre, puis on y revient parfois. Ce qui suit est un reclassement de tout ça !

Questions et réponses

Inquiétudes pour l'agriculture et la recherche agronomique

Albert Thiévon (Président de la Chambre Régionale d'Agriculture de Rhône-Alpes) ouvre la série des interventions par une adhésion de principe à l'idée de « rapprocher le scientifique du monde agricole ». Dans cette perspective, il est d'accord avec les orientations prises sur les recherches en production animales, avec le concours des centres d'insémination artificielle et des organismes de sélection, où « il y a eu beaucoup moins de dérives que dans les productions végétales ». Et il argumente que la responsabilité ne repose pas totalement sur le monde agricole : « on nous a demandé de produire au moindre coût », et ceci a eu des conséquences négatives sur l'environnement. Responsabilité également du secteur industriel : « Quand on regarde les structures qui font la recherche sur les variétés végétales et qui financent en même temps la recherche dans le domaine phytosanitaire ».

Il entend bien également le discours sur le changement :

« Nous avons signé une convention avec l'INRA, la Région et l'Etat : nous attendons de la recherche des éléments de prospective. Car nous avons besoin d'éclairages pour nous fixer un cap, pour nous assurer un avenir... Mais dans quel délai ? Ce n'est pas pour demain, ni pour dans trois ans, c'est donc pour dans plusieurs années ! »

Cependant son inquiétude est perceptible quand il affirme :

« Nous avons besoin de l'aide de la recherche vis-à-vis de nos concitoyens pour leur faire comprendre les enjeux. Car l'agriculture française n'existera qu'avec leur soutien ! »

Et d'ajouter pour préciser cette inquiétude :

« Aujourd'hui, à l'échelle des échanges internationaux, on pourrait se passer de l'agriculture européenne ! »

Jean-Paul Reiné, Président de la Chambre d'Agriculture de l'Ardèche, prend le parti d'interpeller « l'auteur des Champs du Futur » et « l'animateur du Groupe de Bruges » :

« Les agriculteurs étaient 33% de la population active en 1946, 4 à 5 % en 2002... ça serait intéressant de savoir ce qui se passe dans leur tête ! Les derniers Mohicans qui sont en train de s'éteindre vont-ils se reproduire ? »

« Alors pourquoi n'avez-vous pas fait de référence aux sciences humaines à l'INRA ? »

Michel Guglielmi (Directeur de l'ISARA de Lyon) renchérit :

« Mais justement, les arbitrages internes à l'INRA à 20 ans, sont-ils favorables aux sciences sociales, pour effectuer des recherches d'accompagnement des transformations de l'agriculture ? »

Bertrand Hervieu :

*« Les sciences sociales c'est une de nos cinq priorités !
Cependant, une de mes préoccupations... : comment faire se parler les sciences sociales et les sciences du vivant ? Nous en sommes assez loin ! »*

« En fait, nous avons moins de travaux aujourd'hui sur le métier d'agriculteur, sur les pratiques. Si nous devons revoir les outils et les méthodes de la recherche, nous le ferons autrement, nous le ferons dans une dynamique de partenariat, voire même avec une diversification des sciences sociales.

L'économie s'est beaucoup développée à l'INRA sur la macro-économie et sur les marchés. Faut-il reprendre des travaux sur la micro-économie des exploitations agricoles qui a été abandonnée ? »

La question de l'autonomie de l'agriculture

Alors s'interroge Paul Gaudron (Directeur de la Chambre Régionale d'Agriculture), en pointant la question de l'autonomie identifiée par Bertrand Hervieu comme un enjeu majeur :

« Qu'entendez-vous en parlant d'autonomie de l'agriculture européenne ? S'agit-il d'une autonomie de l'Union Européenne dans un cadre de plus en plus concurrentiel ? Ou de l'autonomie de l'agriculture régionale en lien avec le territoire ? Et en quoi l'agriculteur aura encore une autonomie d'entreprendre ? »

Bertrand Hervieu a beaucoup de choses à dire là-dessus au retour de Johannesburg, et il développe :

« Je plaide pour de grandes autonomies régionales à l'échelle du monde, sinon il n'y a pas de possibilité de construire des agricultures. Le seul jeu des avantages comparatifs conduit à des catastrophes mondiales.

Il faut donc reconnaître l'autonomie de grandes régions du monde, reconnaître à l'Afrique le droit de construire son agriculture et son alimentation.

Pour l'Europe, il faut qu'elle se construise, et aussi qu'elle reconnaisse aux autres leur autonomie, ce qui signifie limiter les échanges !

Cette autonomie n'est pas indépendante de l'autonomie de la possession des ressources génétiques et de leur protection.

Je lutte contre la construction des monopoles en matière de semences et de génétique »

« Pour ce qui est de l'autonomie des agriculteurs... il s'agit d'une perte ressentie. La reconquête de l'autonomie passe par une réappropriation des techniques, avec une capacité de choix du matériel génétique. »

La coopération internationale

Des professionnels agricoles ont amené avec eux un collègue Indien. Celui-ci intervient en anglais pour présenter en quelques mots le projet de « Rural Family Development » qui concerne une dizaine de villages dans l'Etat de Bangalore (sud de l'Inde) et auquel il intéresse des organismes de Rhône-Alpes.

« Mais pourrait-on avoir une collaboration entre l'INRA et l'Inde ? »

Bertrand Hervieu

« Des échanges d'expériences, et pas uniquement de chercheurs, sont intéressants au bénéfice d'une réflexion croisée sur les formes de dynamique de développement »

« N'ignorons pas l'importance des phénomènes culturels, à l'exemple de l'agriculture en France dont le développement s'est fait sur la base des mouvements d'action catholique »

« Il faut faire quelque chose, avancer, sur les échanges d'expériences. Car il n'y a pas de modèle clé en main ! »

Et sur cette base, Bertrand Hervieu revient à son argumentation en faveur d'une « gestion plus contractuelle des relations entre recherche et développement agricole » et il affirme son attachement à « une culture de la contractualisation »

Le GIS Alpes-du-Nord

L'exemple du GIS Alpes du Nord arrive à point nommé pour illustrer les possibilités d'une agriculture heureuse d'un partenariat exemplaire avec l'INRA.

Gérard Ducrey (Président du GIS) met en scène cette dynamique qui a pris naissance en zone de montagne et qui s'est amplifiée avec l'intérêt pour les produits du terroir comme moyen de conserver une agriculture sur le territoire.

« La question qui s'est posée à l'origine était celle de l'agriculture en zone de montagne, difficile d'être compétitive avec les grands bassins de production. Nous nous sommes donc intéressés à des produits du terroir.

La logique du GIS a été la rencontre et les discussions avec les chercheurs : une richesse qui a suscité un engouement important. Nous avons travaillé sur les conséquences de l'évolution de nos systèmes de production sur les caractéristiques de nos produits.

Mais notre intérêt se manifeste aussi pour la neutralité du chercheur et sa vision large.

On attend beaucoup de la recherche avec son œil neuf et neutre ! »

Mais ce satisfecit s'exprime pour souligner les inquiétudes quant au futur de l'agriculture « dans des vallées très urbanisées où elle a beaucoup de difficultés à conserver sa place » :

« Ce qui est important pour nous, c'est qu'à travers l'INRA, il y a cette volonté de travailler avec l'ensemble des acteurs économiques »

Et Henri Borlet (Président de la Chambre d'Agriculture de Savoie) de s'inquiéter à ce propos quant au financement de la recherche :

« Quel est le poids du chèque des grandes sociétés par rapport aux besoins de financement du GIS ? »

Bertrand Hervieu

« Le GIS Alpes-du-Nord est exemplaire. Cette construction a l'avantage d'être très territorialisée. Et elle se déploie avec des partenaires qui ont compris ce qu'est le temps de la recherche et quel est le contenu de ce métier. Et ce qui fait émerger des transferts, avec des résultats attendus ».

Et comme, il veut que cet hommage soit bien compris, il insiste :

« Ce n'est pas une figure de style. En outre la présence des collectivités est une présence essentielle, une vision tierce et plus sociétale, qui évite le face-à-face des chercheurs avec eux-mêmes »

Et la question du financement ?

Bertrand Hervieu

« Le financement de l'INRA, c'est pour 87% le budget de l'Etat, 17% de fonds propres, puis 9% de contrats, avec 2% pour l'Europe, 3% les Ministères et 4% les entreprises.

Donc le financement des firmes est faible.

De plus le partenariat avec les firmes ne peut pas être exclusif. Par ailleurs, il nous faut aussi travailler avec elles, car ce sont des opérateurs qui font aussi de la recherche, donc il nous faut savoir ce qu'ils font.

Le souci éthique lié à ce type de partenariat s'exprime à l'INRA par la création du COMEPRA, comité d'éthique de l'INRA ».

Le programme DADP

Un autre exemple de démarche originale de la recherche ancrée à l'échelle territoriale et impliquée avec ses partenaires agricoles : le programme DADP, illustré par son initiateur Michel Sébillotte.

Bertrand Hervieu

« Peux-tu nous expliquer quel a été l'intuition au départ de DADP ? »

Michel Sébillotte

« DADP repose sur un pari double. D'une part des recherches débouchant sur l'action, avec des partenaires qui rencontrent des problèmes et attendent des éléments de réponses de la part de la science ; ce qui signifie, pour la démarche scientifique une synthèse faite dès le démarrage, ce qui implique une démarche transdisciplinaire. D'autre part, des demandes transformées en programmes de recherche.

En fait la transcription de demandes en programmes de recherches ça n'est pas commode. L'enchaînement demandes, forces de travail, négociation... ça ne marche pas très bien. Les demandes sont multiples et les partenariats divers. D'où l'intérêt de construire ensemble la demande et les programmes de recherche : il s'agit d'une co-construction »

« L'enjeu, c'est comment faire travailler ensemble les disciplines biotechniques. Cela se traduit par un apprentissage collectif dans chaque région, avec comme préoccupation comment ces résultats s'agrègent pour répondre aux questions posées »

« L'intuition concerne le A d'INRA : les agriculteurs ne sont plus tout seuls ... mais comment les prendre en charge ? »

« En Rhône-Alpes cela s'est traduit par une vingtaine de projets de recherche, concernant par exemple le fait urbain (le péri-urbain et la désertification des campagnes, comment ça ré-interroge la pisciculture dans les Dombes ?) »

« Nous en sommes au deuxième cycle de programmes... et je m'en réjouis ! »

La question de la formation

Jean-Pierre Cardi (Proviseur du Lycée Agricole de Romans) :

« La question que je me pose, c'est qu'est-ce que je dois mettre dans la tête des futurs agriculteurs pour les 30 à 40 ans à venir ? Ce qui m'inquiète le plus c'est que le réductionnisme scientifique ne suffit plus ! Je rêve de science de l'action ! Nous avons besoin de gens qui seraient plus au fait de l'action »

Bertrand Hervieu

« Quoi enseigner aux jeunes... C'est un vaste problème ! (rires). C'est une question lourde. La formation disciplinaire est indispensable dès le collège, dès le lycée. C'est une nécessité absolue, car pour dépasser les disciplines, il faut les maîtriser, et non pas les disqualifier »

« Les sciences de l'action... Peut-on avoir une pédagogie du goût de l'action ? C'est fondamental en agriculture où il faut maîtriser à la fois la connaissance et le changement »

Bertrand Hervieu prend un temps pour dire finalement :

« Il faut classer d'abord... sinon on se décline définitivement ! » (rires)

Le débat sur les OGM

Il est extrêmement rare dans ces débats que la question des OGM ne vienne pas en débat. Lyon ne fait pas exception.

Paul Bordet (Président FDSEA du Rhône et membre du CESR) évoque les points sensibles de préoccupation pour le secteur agricole : *« le bras de fer entre l'agriculture européenne et l'agriculture américaine, le débat actuel sur les OGM qui est monté en puissance au niveau des médias... »*

« En tant que scientifiques comment vivez-vous ce débat ? Comment gérez-vous l'équilibre entre le risque éventuel et les enjeux de cette recherche ? »

(Autrement dit, les scientifiques peuvent-ils nous éclairer sur ces questions ?)

Longue réponse argumentée de Bertrand Hervieu :

« Les OGM, je ne pense que ce soit un petit débat. Nous devons nous placer dans une perspective stratégique, avec deux grandes questions.

La question de l'évaluation des risques, sur le registre environnemental d'une part, sur le registre santé publique d'autre part !

La question de l'appropriation de cette technologie de l'innovation par quelques firmes. »

« Notre mission se place d'abord au cœur de notre mission de service public, ce qui veut dire que nous nous plaçons sur l'expertise des OGM plutôt que sur la production...

Mais pour produire de l'expertise, il faut aussi produire de la science »

Mais il faut distinguer ce qui relève de la science et ce qui relève de la décision publique : le principe de précaution relève de la décision publique. Le débat à son propos est de nature politique : si le politique considère à son propos que la société n'est pas prête à digérer les OGM... Je n'en appelle pas à la science, c'est le rôle du politique »

« Autre aspect : les chercheurs ne sont pas d'accord entre eux... Pourquoi ? Tel chercheur travaille sur le flux de gènes sur telle ou telle espèce, un autre sur une autre espèce... Ils ne font pas la même chose. Ils ne regardent pas la même chose ! Or le citoyen demande une analyse intégrée. Or aucune instance ne dit tout, sinon c'est de la théologie !

Premièrement, nous devons tout faire pour aller au bout de l'expertise. Deuxièmement, nous devons être en pleine activité de recherche. Troisièmement, il y a une décision publique autour de ça »

« En fait, avec les OGM, il y a deux paris, un pari sur la science, un pari politique. Sur la science, la transgénèse peut être à terme archaïque. La génomique peut permettre de sauter une étape, et venir en appui à la génomique traditionnelle. Le pari politique est celui d'une agriculture sans OGM : est-ce un atout économique dans le monde ? »

Et pour conclure

On approche de la fin de réunion... Avec deux interventions qui prennent une tonalité « officielle ».

Eric Arnou (Président de la Commission Développement Rural et Agriculture du Conseil Régional)

« Quelle agriculture mettre en œuvre ? Quelle agriculture se prépare chez les scientifiques ? Tel est l'intérêt des questions dont nous avons débattu au cours de cet après-midi.

Le positionnement historique de l'INRA a changé, avec de nouvelles thématiques, concernant le territoire et aussi la sécurité sanitaire des produits et des aliments, avec des développements sur la génomique et l'amélioration génétique, sur le développement de la valeur ajoutée en mettant l'accent sur la transformation des produits... »

« A titre personnel, je demande à ce qu'on ne baisse pas la garde sur le quantitatif de la recherche, à la fois en termes de recherche fondamentale et de recherche finalisée »

Jean-Loup Fleuret (Vice-Président du Conseil Régional en charge de l'agriculture, du développement rural, de l'environnement et des sports) remercie Bertrand Hervieu *« d'avoir permis ensemble ce dialogue sur l'agriculture et sur les relations entre la recherche, l'agriculture et la société »*

« C'est une coïncidence... Aujourd'hui, dans le bâtiment d'à côté, nous avons une réunion des quatre régions "moteurs de l'Europe", la Catalogne, la Lombardie, le Bade-Wurtemberg et Rhône-Alpes. Nous préparons un Colloque qui se tiendra en Catalogne au printemps sur le thème de l'agriculture européenne d'ici à vingt ans ! »

Bertrand Hervieu

« Merci à tous ! »

* * * * *

Retour sur les images

Les séductions de Rhône-Alpes pour la recherche scientifique

De ces quelques heures à Lyon, se dégagent des images séductrices. Une séduction qui n'est pas tapageuse et qui joue dans les nuances de couleurs et de tonalités. C'est l'ambiance qui ressort de ce Campus « Régional » et du déjeuner avec Madame la Présidente !

La teneur et la tenue des débats sont de la même veine... Je connais vraiment très mal Lyon, mais j'ai comme l'impression que l'on n'a pas ici à faire beaucoup d'efforts pour faire valoir ses atouts et montrer ses attraits. Peut-être parce que l'on en est beaucoup plus sûr ! Alors qu'à Toulouse, le sentiment de la fragilité est telle qu'il faut hausser le ton pour être convaincu que l'on peut jouer dans la cour des grands à l'échelle de l'Europe, ici c'est avec beaucoup de naturel que le Président Fleuret fait allusion aux « quatre régions motrices de l'Europe », dont Rhône-Alpes. Le contact que j'ai eu à Toulouse avec « Grand Lyon Millénaire » et son directeur Patrick Lusson (un toulousain d'origine) m'a appris qu'ici on "tutoie" Philadelphie, Barcelone, Milan, Perth... au sein d'un club où quelques grandes métropoles du monde échangent sur leurs pratiques d'aménagement et leur stratégie de développement. Dans le même esprit, la Lettre d'Information du Conseil Régional de juin 2002 affiche en première page le projet de la grande liaison transalpine Lyon-Turin dont l'ouverture est prévue dans seulement 10 ans (j'entends les décideurs de Midi-Pyrénées se lamenter : *« A quand la traversée centrale des Pyrénées ? »*)

Je n'ai pas entendu de réclamations, d'interpellations, de craintes. Lyon n'est pas Nancy qui cherche ses arguments pour vivre à l'échelle de l'Europe, ou bien Rennes qui ressent le besoin de mesurer quel est exactement son territoire régional d'appartenance, de Caen à Poitiers.

S'agissant plus spécialement de l'INRA, tout est prêt pour créer institutionnellement un « Centre » en bonne et due forme, afin de fédérer les Unités de recherche par un sentiment d'appartenance, afin d'exister aux yeux de nos partenaires, afin aussi de jouer la carte d'un ensemble universitaire et scientifique de première grandeur dont la proximité est fructueuse comme le démontre, me semble-t-il,

l'évolution du Centre de Toulouse au cours des 20 dernières années. Ici à Lyon, le partenariat n'est pas une chose nouvelle. Il n'a même pas été évoqué les difficultés de gestion des UMR : les Unités de l'INRA à Lyon n'existent dès l'origine que structurellement « partenaires » et donc « mixtes ». D'où d'ailleurs, l'insistance particulière avec laquelle Bertrand Hervieu a tenu ici à illustrer cette dimension.

Ce qui frappe aussi en écoutant ces échanges et les interventions, c'est que la question de l'identité de l'INRA, et les risques d'une « dilution » due à des partenariats multiples, notamment avec les Universités et les Ecoles, n'a pas été évoquée. Ce qui semble poser problème dans les Centres INRA « anciens » est ici comme ignoré. Il est vrai que nous n'avons pas eu la séquence d'une assemblée générale du personnel. En tout cas, ce qui se manifeste, c'est d'abord le dynamisme des Unités de recherche. Alors la création d'un « Centre » est-elle nécessaire ? Ou bien pourquoi doit-elle être envisagée ? Il faut probablement distinguer 3 choses : les conditions de la créativité scientifique, les fondements d'une personnalité de l'INRA, les besoins de simplification administrative...

S'il fallait résumer cette ambiance en quelques mots ce serait pour dire qu'ici, avant de se plaindre, on exprime quelles sont les conditions à réunir pour réussir et on agit pour les obtenir ! Lyon apparaît comme étant un site favorable à l'émergence d'une plate-forme scientifique de taille et de réputation européennes dans le domaine des Sciences du Vivant, et ceci d'autant plus que les trois EPST – INRA, CNRS, INSERM – se concerteront.

Les sommets bouchés de l'agriculture et de la recherche agronomique

S'agissant de l'agriculture, les tonalités sont diverses.

D'un côté, l'INRA a de belles réussites dans cette région, telles que l'épopée du fromage de Beaufort amplifiée dans le cadre du GIS Alpes-du-Nord, et également le programme DADP : ces opérations ont un caractère pionnier et sont reconnues à l'échelle nationale comme constituant de bons modèles de partenariat entre la recherche agronomique et la profession agricole. Certes aussi, nos interlocuteurs prennent acte de l'engagement de l'INRA sur de nouveaux enjeux en amont de leurs préoccupations immédiates mais dont les sujets sont totalement déterminants pour le futur des filières, tout particulièrement en matière de ressources génétiques.

Pourtant, d'un autre côté, l'inquiétude est forte d'un double décrochement, un décrochement politico-économique de l'agriculture lié à la politique agricole européenne dans le cadre des négociations mondiales, et un décrochement de l'opinion et des citoyens qui ne se reconnaissent pas dans ces enjeux et ces évolutions de l'agriculture. En termes de scénario du futur, cette logique du décrochement peut avoir des conséquences importantes sur la recherche agronomique elle-même : le décrochage entre agriculture et société a pour conséquence le décrochage entre recherche et développement agricole, et induit un décrochage entre recherche agronomique et société. Dans un tel scénario, la recherche agronomique perd sa légitimité économique et sociale.

C'est probablement le principal enseignement que l'on peut tirer des débats de Lyon ; une profession qui ne sait plus quel est son horizon politique, économique et sociétal et qui par conséquent ne parvient plus à mesurer les enjeux d'une recherche agronomique qui de son côté s'est éloignée du champ, de la vache, des fromages... Paradoxalement, là où les difficultés étaient grandes il y a trente ans, le tournant pris vers les produits spécifiques, avec le concours de l'INRA, apparaît au contraire comme un signal lumineux. Mais cela suffira-t-il à éclairer l'ensemble du paysage ?

* * * * *

Finalement, on pourrait retenir des débats de Lyon deux choses contrastées pour nourrir la formulation des hypothèses du futur.

Une première concerne l'organisation et la structuration de la recherche. L'enjeu constitué par la création de pôles de recherche ancrés dans les régions et d'envergure européenne apparaît accessible, grâce à un engagement des collectivités (Conseil Régional particulièrement) et à une stratégie concertée entre les grands organismes et avec les Universités.

Une deuxième relève des rapports entre la recherche, l'agriculture et la société. Et là, l'hypothèse à retenir est celle d'une possibilité de décrochage entre ces trois composantes, qui conduit aussi à de grosses difficultés pour la recherche agronomique. Mais l'exemplarité du GIS Alpes-du-Nord ouvre aussi une autre piste, celle d'une recherche agronomique qui explore les conditions d'une agriculture dont la fonction première n'est plus de satisfaire des besoins quantitatifs, mais de répondre à d'autres besoins de la société dans le domaine de produits territorialement et culturellement marqués. Et si cette deuxième voie était celle de toute l'agriculture européenne du futur ?